

PHOTO NEWS



Passés à l'offensive, les « Inkontanyi », nom que se donnent les rebelles tutsis du Front patriotique (et repris à une phalange guerrière de l'ancien royaume rwandais), ont rapidement atteint Kigali.

RWANDA

Les dessous du drame

Tous les ingrédients de la guerre civile étaient réunis avant même la disparition du président Habyarimana. Ni l'ONU ni la Belgique n'ont pris la mesure du scénario du pire concocté par certains milieux civils et militaires rwandais.

« Ils le savaient, nous leur avons dit que cela allait mal tourner. » Dimitri est médecin. Il est arrivé au Rwanda comme coopérant il y a quatre ans. Il avait appris à aimer ce pays. Sa maison, à Kigali, a été pillée peu après qu'il se fut réfugié avec son épouse à l'hôtel Méridien, le 8 avril. Au cours des longues heures d'attente et d'angoisse qui ont précédé son rapatriement en Belgique, il a confié qu'il avait envoyé récemment une longue lettre à l'ambassade de Belgique, pour

l'avertir de la dégradation de la situation en ville. Lui-même avoue n'en avoir pris conscience qu'après un contrôle routier mouvementé au cours duquel il a été victime de la brutalité des militaires rwandais.

Lors de reportages réalisés au Rwanda à la fin du mois dernier (*Le Vif/L'Express des 18 et 25 mars 1994*), nous avons pu constater l'extrême tension qui régnait dans la capitale. Il était question, au dire d'expatriés et de responsables d'organisations humanitaires, de listes de personnalités à élimi-

ner, d'escadrons de la mort prêts à entrer en action. Des membres de l'opposition démocratique, se sentant menacés, se terraient chez eux. D'autres s'étaient déjà réfugiés dans des hôtels pour des raisons de sécurité. La plupart ont été éliminés au cours des tueries très ciblées et méthodiques de ces derniers jours.

L'assassinat du président du parti social-démocrate, en février dernier, avait déjà fait comprendre à tous les opposants résolus que les durs du régime et leurs alliés n'avaient plus aucun

scrupule à commettre les crimes politiques les plus voyants. Et, cela, au nez et à la barbe de la force de la paix de l'ONU. Le lynchage, dans la foulée, du président de la CDR (Coalition pour la défense de la république), avait réveillé les pulsions meurtrières des extrémistes hutus. Les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) affirmaient alors que le pouvoir en place disposait d'un plan d'extermination des leaders de l'opposition. A tout le moins, un dernier carré d'ultras hutus n'a pas craint de défier la communauté internationale en plongeant délibérément le pays dans le chaos et la haine interethnique, à l'instar de ce qui s'est passé ces derniers mois au Burundi voisin.

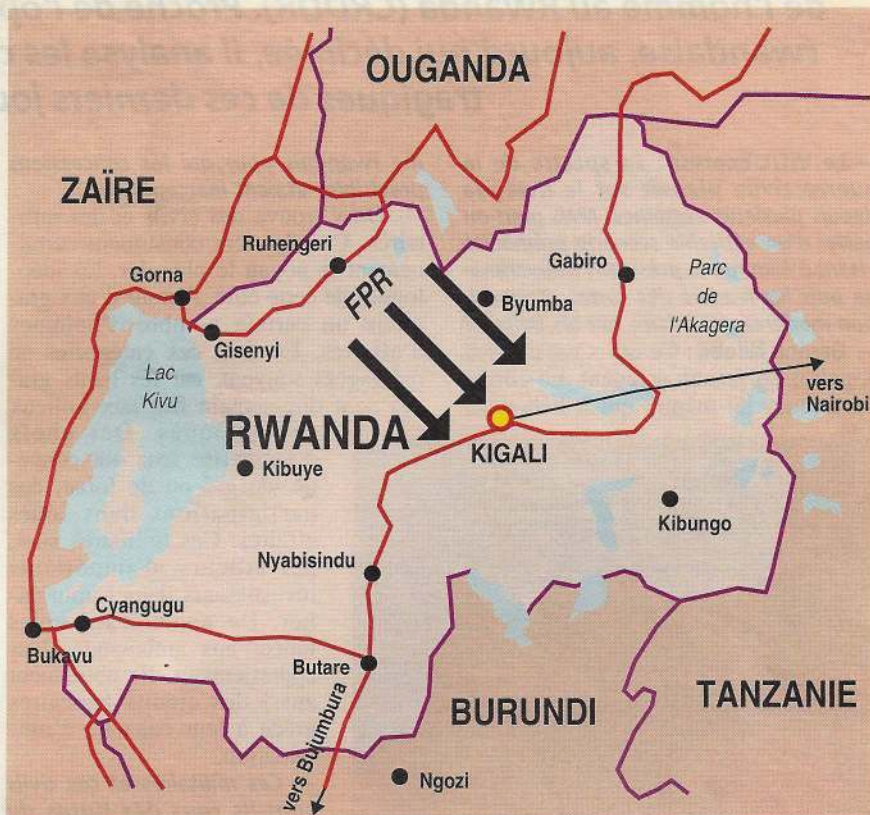
Le président rwandais était sans doute un obstacle à écarter afin de mettre en branle la phase ultime de ce scénario du pire (*lire en page 14 la thèse du complot*). Les accords signés le 4 août 1993 à Arusha, en Tanzanie — ils devaient mettre un terme à trois ans de conflit sanglant entre les forces gouvernementales et la rébellion du FPR — garantissaient en effet le rôle du président Habyarimana, fût-il réduit. Ce dernier semblait prêt à ne plus entraver la mise en place du gouvernement de transition, qui passait par un partage du pouvoir avec l'opposition civile et militaire. Pour l'oligarchie gravitant autour de la famille présiden-

Le général tutsi Paul Kagamé, ancien chef de la sécurité ougandaise, est le chef militaire de la guérilla du FPR. Né au Rwanda en 1957, il est arrivé en Ouganda en 1960, lorsque ses parents ont fui leur pays agité par les soubresauts de la « révolution hutue ».

JFDS



Les troupes du FPR, venues du Nord, ont avancé sur Byumba et Kigali.
Des combats les ont opposées aux forces gouvernementales dans l'ex-zone démilitarisée et dans la capitale. Des militaires et des bandes armées ont semé la mort chez les Tutsis à Kibungu, Cyangugu, Kibuye... Les Rwandais ont fui de Gisenyi vers le Zaïre, tandis que les Occidentaux ont été rapatriés sur Nairobi et Bujumbura.



tielle — un groupe surnommé l'« akazu », la hutte — et la tendance de l'opposition appelée « Hutupower », ces concessions étaient inacceptables. De même, le principe d'une intégration des anciens rebelles dans l'armée rwandaise — 40 % à la base, 50 % au niveau du commandement —, prévu par les accords de paix, était farouchement rejeté par ces mêmes milieux et par les chefs militaires rwandais.

Au soir du 6 avril, les deux tirs de roquette qui ont pulvérisé en vol l'avion présidentiel au moment où celui-ci passait au-dessus du camp militaire de Massake ont donné le signal de l'élimination de toute la classe politique modérée. Dès le lendemain, Agathe Uwilingiyimana, le Premier ministre, est tuée par la soldatesque, de même que 10 Casques bleus belges qui la protégeaient. Les collaborateurs rwandais des organisations humanitaires sont massacrés, souvent sous les yeux de leurs partenaires européens. Les militaires rwandais s'en prennent aussi aux religieux et aux expatriés Belges, qui ne commenceront

à être évacués du Rwanda par les paras dépêchés de Belgique que quatre jours plus tard. Morts et blessés s'entassaient dans les hôpitaux de Kigali et, dans le reste du pays, les Tutsis sont massacrés en masse.

Une nouvelle équipe est installée au pouvoir par un « comité de crise » composé des chefs de l'armée et de la gendarmerie. Le président désigné a été ministre du temps du président Kayibanda et le Premier ministre, ancien étudiant à l'HEC à Liège, appartient à la tendance « Hutupower » du MDR (Mouvement démocrate et républicain). Mais le général Paul Kagamé, leader du Front patriotique, rejette ce gouvernement intérimaire et lance ses troupes sur la capitale. Le gouvernement prend la fuite le 12 avril et les derniers expatriés quittent un pays ravagé par l'embrasement général (*lire en page 16 leurs témoignages*)... « Il est minuit moins cinq », avait dit Willy Claes lors de sa visite à Kigali. Les cinq dernières minutes se sont écoulées cette semaine.

Olivier Rogeau ■